

La Maison-Blanche, effrayée, se précipite sur ses clôtures saoudiennes : « Sauvons le dollar ! »

[Source : lesakerfrancophone.fr]

C'est là l'essentiel : Biden veut absolument que Riyad achète des bons du Trésor et qu'il continue à le faire.

Par Alastair Crooke – Le 5 août 2023 – Source Al Mayadeen

Vendredi dernier, Biden a déclaré qu'un accord de « *normalisation* » avec l'Arabie saoudite pourrait être envisagé : « *Il y a peut-être un rapprochement en cours* », a déclaré Biden à des donateurs lors d'un événement dans le Maine.

Tom Friedman, chroniqueur américain chevronné, a écrit, à la suite de sa rencontre directe avec Biden, que ce dernier travaillait effectivement sur un « *pacte de sécurité mutuelle* » entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, qui pourrait aboutir à une « *normalisation* » des liens entre l'Arabie saoudite et « *Israël* ».

Les grandes lignes de l'accord supposé sont les suivantes :

Un : un traité de sécurité mutuelle au niveau de l'OTAN qui enjoindrait aux États-Unis de se porter à la défense de l'Arabie saoudite si elle était attaquée (très probablement par l'Iran), deux : un programme nucléaire civil, contrôlé par les États-Unis, et trois : la capacité d'acheter... le système de missiles antibalistiques Terminal High Altitude Area Defence.

Selon Friedman, cette normalisation serait toutefois subordonnée à l'absence d'« *annexion* » de la Cisjordanie et au fait qu'« *Israël fasse des concessions aux Palestiniens qui préserveraient la possibilité d'une solution à deux États* » (c'est nous qui soulignons). Friedman le formule comme un « *ultimatum* » hypothétique pour Netanyahu :

Vous pouvez annexer la Cisjordanie ou faire la paix avec l'Arabie saoudite et l'ensemble du monde musulman, mais vous ne pouvez pas avoir les deux. Cela ne ferait-il pas l'objet d'une discussion intéressante au sein du cabinet de Netanyahu ?

À première vue, il n'y a rien de révolutionnaire (même si Friedman le présente comme tel) : la sécurité pour l'Arabie saoudite en échange du « *renoncement* » à la saisie en cours des terres arabes palestiniennes en Cisjordanie et de la « *préservation de la perspective d'une solution à deux États* ». Après tout, c'était la base de l'*initiative de paix arabe* de 2002, qui n'a toujours pas été mise en œuvre (relancée par MBS lors de la dernière réunion de la Ligue arabe), ainsi que de l'initiative de normalisation des Émirats arabes unis, qui a vu « *Israël* » revenir sur sa contrepartie palestinienne.

Que se passe-t-il donc ? Pourquoi tout le monde (Jake Sullivan, Brett McGurk et Antony Blinken) se précipite-t-il soudain à Djeddah ? Pourquoi cette soudaine explosion d'activité ? Croient-ils vraiment que ce vieux sujet de la normalisation saoudienne « *obligerait Netanyahu à abandonner les extrémistes de son cabinet et à faire cause commune avec le centre-gauche et le centre-droit israéliens* », et serait la « *cerise sur le gâteau* » du plan Biden, comme le suggère Friedman ?

En clair, Biden propose que Netanyahu trahisse son gouvernement – et aille très probablement en prison (lorsqu'il cessera d'être Premier ministre). Qui, ou quoi, arrêterait alors les colons ? Ils sont déjà énervés. Ils ne sont pas seulement « *dans* » le gouvernement Netanyahu, mais d'une certaine manière, ils « *sont* » le gouvernement dûment élu. La Maison-Blanche s'imagine-t-elle qu'ils vont docilement capituler, chapeau à la main, à l'injonction de Biden ?

Et Mohammad ben Salmane (MBS) ? Il a déjà obtenu des garanties de sécurité pour le Royaume – négocié directement avec l'Iran, avec la Chine comme garant. Il est sur le point d'obtenir un programme nucléaire (en alliance avec l'Iran et la Chine) et de jouer un rôle de premier plan dans les affaires régionales en tant que membre du bloc *OCS-BRICS*.

L'élément déterminant de la réaction de MBS à la proposition, bien sûr, est probablement l'éternel obstacle à la conclusion d'accords : depuis plus de vingt ans, les États-Unis insistent sur l'arrêt des implantations juives en Cisjordanie. Cela ne s'est jamais produit. Pourquoi MBS offrirait-il un cadeau à Biden, qu'il n'aime pas, sachant que les colonies ne cesseront pas, même sous un gouvernement israélien de centre-gauche ?

Qu'est-ce qui se cache précisément « *sous la table* » ? Friedman le révèle :

...réduire les relations entre l'Arabie saoudite et la Chine – serait un changement de donne pour le Moyen-Orient, plus important que le traité de paix de Camp David entre l'Égypte et Israël ».

Il poursuit :

Les États-Unis n'ont pas été amusés par les rapports de l'année dernière selon lesquels l'Arabie saoudite envisageait d'accepter le renminbi chinois pour fixer le prix de certaines ventes de pétrole à la Chine au lieu du dollar américain. À terme, compte tenu de la puissance économique de la Chine et de l'Arabie saoudite, cela pourrait avoir un impact très négatif sur le dollar en tant que monnaie la plus importante au monde. Il conviendrait donc d'annuler cette décision. Les États-Unis souhaitent également que les Saoudiens réduisent leurs relations avec les géants chinois de la technologie tels que Huawei.

Ahh – nous entrons ici dans le vif du sujet. La secrétaire d'État Yellen a récemment effectué une visite de deux jours à Pékin, qui s'est inexplicablement prolongée sur quatre jours. La presse occidentale a peu parlé des détails de ces entretiens. De manière inhabituelle, peu de choses ont été rapportées en Chine non plus. Les rapports suggèrent cependant que son objectif principal était de persuader les Chinois de reprendre leurs achats de bons du Trésor américain. Au cours de l'impasse sur le plafond de la dette au Congrès américain, les achats de liquidités en bons du Trésor sont tombés à près de zéro ; elle doit vendre 1100 milliards de dollars de bons du Trésor à quelqu'un... de toute urgence !

Il semble que Yellen n'ait reçu aucune promesse de la Chine. Il n'y a aucune chance que la Chine achète des bons du Trésor : elle a encore vendu 20 milliards de dollars de bons du Trésor qu'elle détenait en mai (les détails publiés sur les avoirs du Trésor américain sont délibérément retardés par les autorités).

C'est là le nœud du problème : Biden veut absolument que Riyad achète des bons du Trésor – et qu'il continue à en acheter. La visite de l'équipe à Djeddah est en fait une reprise des négociations de Kissinger dans les années 1970, qui ont donné naissance au pétrodollar et qui ont obligé le Royaume à acheter et à détenir des titres de la dette du Trésor.

Aujourd'hui, la situation du dollar est beaucoup plus délicate. L'inflation et les taux d'intérêt sont en hausse et la valeur des obligations en baisse. La dette américaine a explosé et les seuls paiements d'intérêts sur cette dette devraient atteindre 1000 milliards de dollars par an. Plus important encore, des pans entiers du monde se mettent à commercer dans des monnaies autres que le dollar.

Le commerce saoudien du pétrole en renminbi est donc un signal d'alerte clignotant – parmi les nombreux feux d'alarme qui clignotent dans le monde. Ils signalent tous le souhait de se « découpler » des institutions de Bretton Woods et de son système financier colonial.

Riyad se bat actuellement – en coordination avec Moscou – pour briser un aspect du « système » : l'emprise de l'Occident sur la fixation des prix des matières premières, y compris le prix du pétrole. Si tel est l'objectif de MBS – et il y parvient dans une certaine mesure en fixant le prix du baril

marginal¹ – pourquoi retournerait-il donc à l'hégémonie mondiale du dollar et romprait-il également ses bonnes relations avec la Chine ?

C'est inquiétant. L'ensemble de ce schéma témoigne d'une Maison-Blanche coupée de la réalité et désespérée. (Si c'est le cas, qu'en sera-t-il de sa future gestion de l'Ukraine et de la gestion par les États-Unis de leurs relations avec la Russie ?)

Alastair Crooke

Traduit par Zineb, relu par Wayan, pour le Saker Francophone

Notes

1 En cas d'augmentation de la demande de pétrole, c'est le principal producteur de pétrole à fort coût d'exploitation qui peut décider du prix du baril de pétrole au niveau mondial